

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/159
15 avril 2003

(03-2082)

**Groupe de travail des liens
entre commerce et investissement**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA CHINE

La Mission permanente de la République populaire de Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 avril 2003.

PORTÉE ET DÉFINITION

1. Lors des discussions du Groupe de travail qui se sont tenues l'an passé, la Chine a présenté ses premières observations sur une série de points dont la clarification est demandée au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha. Outre l'argumentation détaillée sur la question des obligations respectives des investisseurs et des gouvernements des pays d'accueil développée dans le document qu'elle a soumis conjointement à plusieurs autres pays en développement le 18 novembre 2002 (WT/WGTI/W/152), la Chine souhaiterait présenter de façon plus approfondie ses opinions et arguments sur divers autres points, à titre de contribution aux efforts du Groupe de travail. Ces opinions et arguments, de même que ceux déjà exprimés à l'occasion des réunions précédentes, constitueront la base de la position chinoise lors des discussions qui pourraient avoir lieu, à l'avenir, sur les modalités de négociation d'un éventuel cadre multilatéral pour l'investissement (CMI).

2. En formulant sa position, la Chine garde en mémoire l'esprit de la Déclaration ministérielle et les principes fondamentaux qu'elle pose: tout CMI susceptible d'être mis en place à l'avenir "devrait refléter de manière équilibrée les intérêts des pays d'origine et des pays d'accueil, et tenir dûment compte des politiques et objectifs de développement des gouvernements d'accueil ainsi que de leur droit de réglementer dans l'intérêt général. Les besoins spéciaux des pays en développement et des pays les moins avancés en matière de développement, de commerce et de finances devraient être pris en compte en tant que partie intégrante de tout cadre, qui devrait permettre aux Membres de contracter des obligations et des engagements qui correspondent à leurs besoins et circonstances propres. Il faudrait prendre dûment en considération les autres dispositions pertinentes de l'OMC. Il faudrait tenir compte, selon qu'il sera approprié, des arrangements bilatéraux et régionaux sur l'investissement existants".

3. À en juger par l'expérience chinoise dans le domaine des réformes, de l'ouverture et de l'absorption des investissements extérieurs au cours des deux dernières décennies, les investissements extérieurs directs (IED) ont joué dans l'ensemble un rôle positif dans le développement économique du pays. Accentuer cette ouverture et offrir un meilleur environnement aux investisseurs sont les lignes directrices de la politique chinoise en matière d'investissements extérieurs. La Chine estime que les IED devraient bénéficier d'une protection rationnelle et effective. Si la portée et la définition de l'investissement étaient précisées dans un éventuel cadre multilatéral pour l'investissement, il serait plus facile pour les Membres d'attirer efficacement les IED et d'éviter les risques financiers.

4. La définition de l'investissement dans le contexte d'un CMI devrait respecter scrupuleusement l'esprit de la Déclaration ministérielle de Doha et viser à assurer des conditions transparentes, stables et prévisibles pour l'investissement transfrontières à long terme. L'investissement défini dans ce cadre devrait contribuer à la promotion du commerce et au développement économique des pays d'accueil, et en particulier des pays en développement. Il devrait aider aussi à trouver un juste équilibre entre les intérêts des pays d'origine et ceux des pays d'accueil.

5. Les formes et la structure des flux de capitaux internationaux évoluent en permanence. Au sein du concept global d'investissement transfrontières, les investissements étrangers de portefeuille (IEP) ont vu leur importance relative augmenter progressivement ces dernières années et ont contribué eux aussi, dans une certaine mesure, à la croissance et au développement dans le monde. Il convient toutefois de reconnaître que les IEP recouvrent des éléments et des activités économiques beaucoup plus complexes que les IED et que la maturité des marchés de capitaux, de même que les capacités de contrôle et de régulation de ces marchés, varie très sensiblement d'un Membre à l'autre. Les IEP, et en particulier les flux de capitaux à court terme de nature spéculative, font peser une menace et des risques considérables sur les économies nationales dotées de marchés de capitaux moins matures et de dispositifs de régulation et de contrôle moins efficaces. Beaucoup de crises financières régionales, notamment celles qui ont marqué la fin des années 90, l'ont prouvé dans le passé. Pour cette raison, il est à l'évidence inopportun d'incorporer les IEP dans la définition de l'investissement retenue pour les besoins d'un éventuel CMI, car les marchés de nombreux Membres, en particulier parmi les pays en développement, ne sont pas encore parvenus à maturité et ne le seront pas dans un avenir prévisible. La Chine estime que la définition retenue pour les besoins du CMI qui pourrait être négocié dans le cadre de l'OMC devrait se limiter aux IED, tandis que les IEP, y compris les flux de capitaux de nature spéculative, devraient en être exclus, de même que les dettes et prêts.

6. Dernier point, mais non le moindre, le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement devrait continuer à étudier et à préciser comment traiter au mieux la question de la portée et de la définition des accords bilatéraux et régionaux sur l'investissement en vigueur et de leur lien avec le CMI qui pourrait être mis en place, le cas échéant, dans le cadre de l'OMC. Il est nécessaire aussi d'approfondir la discussion et de poursuivre l'effort de clarification engagés sur la définition du cadre multilatéral en soi.
